

EDITORIAL

La campagne électorale ayant vraiment démarré, il nous a semblé utile de publier une lettre tous les quinze jours pendant cette période.

Cela est sans doute ambitieux compte tenu du manque de débat sur les questions de défense au sein de la campagne présidentielle. A contrario, n'est-ce pas rassurant s'il y a un consensus sur l'importance de la défense, il est vrai tant que les questions financières sont écartées.

Nous avons aussi subi le choc de nos parachutistes assassinés mais aussi celui d'autres d'actes inacceptables et criminels, terroristes peut-être s'il s'agit de propager la terreur dans la population civile. L'impact est d'autant plus fort que nous sommes justement en campagne électorale. Les conséquences pourraient s'imaginer bien plus graves compte tenu des symboles représentés par les personnes assassinées qu'elles soient militaires ou civils.

Depuis la guerre d'Algérie, c'est la première fois que des soldats français en uniforme sont abattus sur le territoire national. L'affaire Audran, ingénieur général de l'armement assassiné dans les années 80, citée parfois comme le dernier fait de ce type ne représente pas à mon avis le même symbole.

Pour en revenir à la guerre d'Algérie et à ce débat artificiel sur le 19 mars comme date officielle de la fin de cette guerre par une association d'anciens combattants (la FNACA), position qui serait soutenue par le candidat Hollande, il faut rappeler qu'une date officielle a été arrêtée, celle du 5 décembre. Date consensuelle, elle doit permettre le devoir de mémoire envers les combattants tombés en évitant une récupération politique qui ne peut que l'affaiblir inutilement.

Le président

Sommaire

La campagne présidentielle Acte 3	1
Les coups de gueule !	3
Assassinats de parachutistes.....	3
Les coups de cœur !	3
L'Algérie !.....	3
In memoriam	4
Question parlementaire sur la DGA	4
Question écrite n°119399 publiée au JO le 20/09/2011.....	4
Réponse du ministère parue au JO le 03/01/2012.....	4

La campagne présidentielle Acte 3

Discours du candidat Hollande à Paris le 11 mars 2012 Sur la Défense Nationale ou sur la Politique Extérieure de la France ?

« La guerre, ce n'est pas le passé, cela peut être l'avenir » déclaration juste et parfaite dont l'auteur est François Mitterrand. Référence de choix reprise dans le discours de François Hollande qui s'est adressé à la Nation, mais pas aux militaires. Il est vrai que les militaires ne sont que des outils et que nos politiques manquent de cette communication qui les fait vibrer. Ils ne sont pas des chefs de guerre ! Ce discours ne leur était donc pas destiné.

Le candidat de la gauche française – il est bon souligner « française » quand l'« Europe » prend la place de « France » dans cette campagne – a en effet habillé l'aspect économique du pays s'adressant aux Français plutôt que de détailler un programme de défense qui n'est pas la préoccupation majeure des Français, mais qui était certainement attendu par nos militaires.

Son discours est néanmoins instructif et non dénué de bon sens.

Pour F.Hollande, les menaces sont multiples, sans que les trois principales énoncées ne soient d'ailleurs pas exclusivement du ressort de la défense. Le terrorisme est toujours là, l'enjeu du renseignement et la capacité d'intervention ont donc un rôle prédominant en matière de défense. Il n'y a pas à ce niveau de révélation nouvelle. En revanche, la seconde menace invoquée, semble plutôt s'adresser aux écologistes sur un faux prétexte de défense. Mr Hollande reconnaît lui-même le risque d'amalgame en citant dans le domaine de la défense la tragédie de Fukushima qui pourrait « impliquer des militaires pour surmonter une telle catastrophe naturelle ou industrielle ». Pourquoi dans ce cas n'a-t-il pas cité la menace de la grippe aviaire, la crue centennale,...qui impliquerait par la suite des militaires ? La troisième menace est celle de la course aux armements des pays asiatiques et du Moyen-Orient ! Il a tout à fait raison d'en faire un sujet d'inquiétude, d'autant plus si la France n'a plus les moyens financiers de participer à cette course. Inquiétude renforcée selon lui, par l'attitude de l'Iran dont la crise qui pourrait survenir, justifie que notre défense devra s'adapter aux menaces qui pèsent sur nos espaces maritimes et extra-atmosphériques...ce dernier espace « national » – extra-atmosphérique – aurait mérité une explication. S'agit-il des risques d'explosion nucléaire endo ou exo-atmosphériques ? Cela dépendrait donc de l'altitude, de la puissance et des objectifs à détruire au sol ?

82 militaires sont morts en Afghanistan ! Merci à lui d'avoir rappelé qu'ils avaient des familles et qu'il ne fallait pas les laisser tomber, ainsi que les blessés. Mr Hollande semble réaliste sur la situation dans ce pays mais sans avouer l'échec de ces dix ans de combat. Dans une guerre, il n'y a au final que deux camps : celui des vainqueurs et celui des vaincus. Est-ce que c'est parce qu'il s'agissait de Jacques Chirac et Lionel Jospin qui avaient jeté nos forces dans cette guerre, qu'un candidat de gauche à la présidentielle ne peut pas avouer dans quel camp nous sommes ?

De vouloir être un partenaire présent avec l'ensemble des Nations africaines n'est pas une nouveauté non plus. Ni celle de se débarrasser de la « période postcoloniale qui dure ». C'est bien de vouloir, ce serait bien d'expliquer comment y arriver. Pour le Français moyen, il apprend en revanche ce qu'il ne savait pas « que l'Union africaine s'était nettement affirmée comme un acteur crédible de maintien de la paix ». L'Union africaine était pourtant absente pour éviter les guerres en côte d'Ivoire, en Lybie, les massacres au Congo, etc.

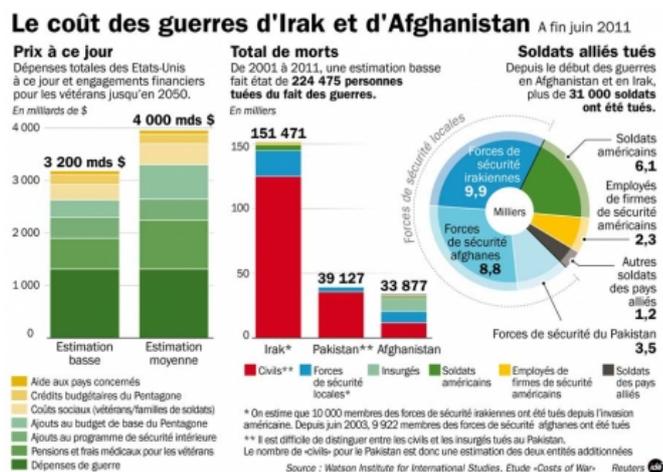
Pour définir la politique de défense, le candidat socialiste prends cinq engagements dont le premier de celui de relancer la défense européenne, qui ne revient qu'à diminuer les coûts avec tous ceux de l'Union qui le désirent. Nous apprenons que de notre sécurité – française- est « garantie » par l'Alliance atlantique mais que nous l'avons intégré dans « la précipitation et sans contrepartie ». Le « retour sur investissement » n'est pas qualifié comme tel mais c'est déjà une approche méritoire qui aurait pu être étendue à nos guerres.

Notre dissuasion nucléaire (militaire) après avoir défini la menace de Fukushima (civil), d'où une certaine confusion, est « consolidée », car le contexte international n'autorise aucune faiblesse mais la deuxième orientation annonce des « économies à faire ». Lesquelles ?

« Nos opérations militaires ont coûté beaucoup plus cher qu'il n'avait été prétendu ». Personne ne peut dire le contraire et nous ne savons d'ailleurs toujours pas ce que nous y avons gagné. Ce n'est pas aux socialistes de nous le dire mais il aurait été de bon ton d'interpeller le gouvernement pour le lui demander au moment opportun. Là, aurait été un débat constructif et démocratique pour les Français. L'aspect économique n'est malheureusement posé que dans le deuxième engagement exposé dans ce discours. Ce qu'il en ressort est que la « politique de défense » devra faire place à la « politique industrielle de défense » en créant

des « partenariats européens » dans l'objectif de « construire de grands groupes de défense ». Le projet est ambitieux pour l'emploi en France. Il ne concerne pas obligatoirement l'armée française si elle devait survivre... Mais cette proposition a le mérite de vouloir réunir les Français autour de leur industrie d'armement.

Le troisième engagement est « participatif » avec un rôle élargi du parlement en matière des décisions liées à l'engagement de nos forces, et des militaires pour éclairer les choix du politique. Le politique ferait confiance aux grands serveurs de l'Etat, ce qui serait une grande avancée dans les relations politiques/militaires. Nous pourrions enfin espérer un équilibre harmonieux de nos prises de décision et éviter des engagements coûteux et inutiles, car le militaire serait à n'en pas douter de bons conseils. Espérons la mise en pratique de cette proposition.



Ressource image - France Info Radio France

Trois semaines après le 11 septembre, le 7 octobre 2001, la France entre en guerre avec l'Afghanistan aux côtés des Etats-Unis dans le cadre de l'opération Enduring Freedom (Liberté immuable). Les premiers bombardements ont lieu sur Kaboul. Les objectifs militaires de l'opération menée par George Bush prévoyaient de renverser le Régime des talibans. Dix ans après, la guerre continue. Le pays est toujours instable et le terrorisme n'a toujours pas disparu.

La quatrième proposition est celle de l'humanisme mais la politique industrielle revient sur le devant de la scène avant le militaire. Celui-ci se fait ravir la priorité par les personnels civils de l'industrie de l'armement sur qui le candidat compte pour relever « les défis qui se présentent ». Les incidents invoqués sur le « retard des versements de la solde aux militaires » et qui sont « inacceptables » pour F.Hollande ne sont que des détails qui ne vont pas influencer la condition des militaires. Plus sérieux est l'évocation de « la judiciarisation des événements de combats ». Ce sujet est digne d'intérêts, d'actualité, qui verra peut-être la résurgence des tribunaux

militaires. Souhaitons qu'il soit traité en interne par l'armée.

Le dernier engagement de F.Hollande est celui du rôle de la défense comme élément de notre cohésion nationale. Le candidat avance que « nos armées sont les premiers recruteurs de jeunes de 18 à 25 ans : 25 à 30 000 jeunes embauchés par an » Oui, mais ces chiffres sont aussi ceux des jeunes qui partent de l'institution chaque année, sans reconversion et sans emploi pour la majorité d'entre eux. F.Hollande donne l'impression de connaître la situation puisqu'il propose une formation professionnelle pour chacun mais sait-il où il trouvera l'argent pour les financer alors que la défense devra faire de nouvelles économies ?

Une bonne intention, comme celle d'associer au devoir de mémoire les acteurs des dernières générations du monde combattant. Ce qui n'est pas une nouveauté mais qui revient à dire qu'il faut les cantonner à « inaugurer les chrysanthèmes », expression chère au Général de Gaulle qui avait pris pour image le pouvoir des présidents de la IIIème et la IVème République qui, selon lui, passaient leur temps à déposer des gerbes de fleurs sur divers monuments. Nos anciens combattants ne seraient bons qu'à jouer des rôles de figurants dans la vie de la Nation ! C'est mal connaître leur valeur ou en avoir peur.

Le contenu du discours de F.Hollande sur la défense nationale est intéressant car nous comprenons que l'émergence d'une industrie de défense devra prendre une place non négligeable au sein d'une politique européenne de défense qui aurait pour ambition de réduire les coûts d'une défense nationale trop onéreuse. Nous sommes en période de crise et c'est peut-être la solution pour contribuer à maîtriser et à réduire la dette de la France. Encore faudrait-il ne plus avoir d'opérations en cours ou se refuser de s'engager sur de nouveaux fronts.

La place de la défense n'est réellement abordée que dans l'utilisation qui pourrait en être faite dans l'intérêt de la politique étrangère de la France avec ses partenaires européens. Nous sommes plus à écouter un discours sur la défense nationale mais sur la politique extérieure !

Les militaires auraient bien une participation plus active dans la vie de la Nation, ce serait enfin les reconnaître pour leur compétence et leur connaissance des hommes. Cela permettrait aussi de les reclasser ? N'est-ce pas là le véritable but de les voir s'impliquer dans la cité ?

L'aspect positif et innovateur des propositions faites dans ce discours est le contrôle qui serait exercé sur nos engagements extérieurs, de leurs coûts et peut-on espérer par la suite sur l'évaluation du retour sur investissement que nous pourrions en attendre.

La rédaction

Les coups de gueule !

Assassinats de parachutistes

... Nos parachutistes pris pour cibles en France ! Des exécutions sommaires en pleine rue, froidement, en employant une méthodologie militaire. Le commandement en arrive à recommander de ne plus porter l'uniforme en dehors de la caserne.

Attendons le résultat de l'enquête de police et préparons nous à en tirer toutes les conclusions nécessaires.

Les coups de cœur !

L'Algérie !

Un bond dans notre histoire pour ne pas oublier l'Algérie, la douleur de ceux qui lui ont tout donné. Il y a 50 ans, le gouvernement français et le Front de libération national algérien (FLN) signaient les Accords d'Evian, marquant la fin de la guerre d'Algérie.

L'Algérie, c'était les anciens d'Indochine qui ne voulaient plus vivre l'abandon de leurs hommes fidèles à la France, les appelés du contingent qui ont payé un lourd tribut, les tenues camouflées avec les casquettes « Bigeard », la bataille d'Alger, les harkis que l'Etat Français a parqué jusqu'en 1976 dans les camps du sud de la France (pour ceux que l'on avait ramené), ce sont ceux que l'on a laissé se faire massacrer en Algérie, ce sont les pieds noirs qui ont tout perdu pour ceux qui n'ont pas été exécutés. C'était des milliers de morts de part et d'autre. C'était la France.

Aucune bête au monde : (extraits)

...ils furent quelques-uns à remporter la victoire chez eux comme chez nous : Rboer, un lieutenant...il bascula d'une dune, il laissa glisser son arme : il était enfin arrivé...puis ce fut Sentenac...il dut encore fournir un dernier effort pour mourir. Il savait bien qu'il avait gagné, et c'est pour cela que son visage apaisé nous parut si beau. Ce qu'il cherchait de l'autre côté de la crête, ce n'était pas une poignée de bédouins et leurs fusils, mais cette chose impossible qui le hantait depuis si longtemps et qui ne se trouve que dans le sacrifice et la mort.

Seule, elle permet de se confondre avec ce qu'il y a de plus grand, de plus inaccessible. C'était sa manière, à lui Sentenac, de comprendre Dieu. Et ça, aucune bête ne pourrait le faire ...

Au Sergent-chef Sentenac, évadé de Diên Biên Phu, Chevalier de la Légion d'honneur, Médaillé Militaire, 13 citations, 7 fois blessé. Tué au combat le 21 Novembre 1957 à Timimoun. Algérie.

Texte du Colonel Marcel Bigeard / 1959



Sergent-chef Sentenac

In memoriam

Disparition de Pierre Schoendoerffer

Le cinéaste et écrivain Français Pierre Schoendoerffer, réalisateur de « La 317e section » et « Le Crabe tambour », est mort à Paris le 14 mars 2012 à l'âge de 83 ans. Le réalisateur a tiré une grande partie de son œuvre de son expérience de la guerre d'Indochine et la vie de ce baroudeur se confond avec les pages d'un livre d'aventures.

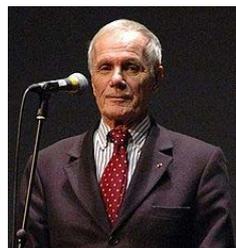
Voulant être cinéaste, mais sans relations dans ce milieu, il s'engage au [service cinématographique de l'armée](#). Il part en [Indochine](#), pays qui le fascine et dont il étudie la civilisation. Demandant à remplacer un de ses camarades qui avait été tué, il filme les horreurs et la misère des combats. À [Diên Biên Phu](#), il est caporal-chef. Il a 24 ans.

Quand il est fait prisonnier à l'issue de la [bataille de Diên Biên Phu](#), le cinéaste soviétique [Roman Karmen](#) — qui reconstitue la bataille pour la propagande de l'URSS — lui épargne le pire.

Au Maroc et pendant la [guerre d'Algérie](#), il est journaliste. En 1958 et 1959, il réalise ses premiers longs métrages : [La Passe du diable](#) (scénario de [Joseph Kessel](#)), [Ramuntcho](#) et [Pêcheur d'Islande](#) (adaptations des romans éponymes de [Pierre Loti](#)).

En 1965, [La 317e Section](#), film de fiction quasi documentaire sur la guerre d'Indochine, obtient le [Prix du scénario](#) au [Festival de Cannes 1965](#).

En 1967, il réalise au [Vietnam](#) avec Dominique Merlin un film documentaire avec l'armée américaine, [La Section Anderson](#), qui reçoit l'[Oscar du meilleur documentaire](#) 1968 et de nombreuses distinctions internationales. Sa carrière se poursuit sur les champs de bataille.



En 2007, il se rend en [Afghanistan](#), un demi-siècle après avoir découvert le pays aux côtés de [Joseph Kessel](#), invité par le [1^{er} régiment de chasseurs parachutistes](#) (1^{er}

RCP), dont il est soldat de 1^{re} classe d'honneur. Il décède le 14 mars 2012 à l'[hôpital militaire Percy](#) de Clamart.

Question parlementaire sur la DGA

Question écrite n°119399 publiée au JO le 20/09/2011

M. Jean-Jacques Candelier attire l'attention de M. le ministre de la défense et des anciens combattants sur le problème de la nouvelle organisation matricielle de la DGA. Censée améliorer son fonctionnement et son efficacité, les syndicats dénoncent sa lourdeur et l'allongement des délais de traitement.

Seule une partie des personnels du site de Bruz «Maîtrise de l'information» de la DGA dépend directement du directeur.

Plus de dix directions au total sont représentées, ce qui n'est pas sans créer de problèmes, comme le retard de remboursement des frais de mission engagés (faute à la nouvelle organisation, le directeur du site ne pouvait embaucher ni transférer des personnels pour le traitement des dossiers, ce secteur n'étant plus sous sa responsabilité). Il lui demande son avis sur les problèmes engendrés par la nouvelle organisation matricielle de la DGA.

Réponse du ministère parue au JO le 03/01/2012

Le ministère de la défense et des anciens combattants s'est engagé dans un vaste processus de transformation visant, au delà de l'adaptation des capacités opérationnelles des armées au nouveau contexte stratégique décrit par le livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, à améliorer l'efficacité de son administration dans le cadre de la réforme de l'État décidée par le Président de la République et le Premier ministre.

Dans cette perspective, la réorganisation de la direction générale de l'armement (DGA) a pour objectif de renforcer les compétences de management et d'expertise, tant dans le domaine technique que dans les secteurs des achats et des finances.

La fusion, à l'été 2009, des directions des essais et de l'expertise technique et la restructuration du service de la qualité ont constitué les premières étapes de la réforme de cette direction.

Aujourd'hui, la modernisation de la fonction armement se traduit par un format plus resserré de la DGA, qui s'appuie désormais sur les bases de défense et les centres de service partagé pour toutes les fonctions d'administration générale et de soutien commun.

Les mesures de redéploiement de ses activités et de rationalisation de ses structures de soutien conduisent à une réduction progressive de ses effectifs : à l'horizon 2014, la DGA devrait compter 10 000 personnes (soit une réduction de 24 % par rapport au début de l'année 2008).

Toutefois, l'évolution de ses effectifs est différenciée selon les métiers concernés : ainsi, sur la période 2008 à 2014, il est prévu une augmentation moyenne de 4 % des effectifs affectés à l'expertise technique, alors que ceux liés aux métiers d'essais se contracteront en moyenne de 17 %. Les effectifs associés aux métiers du soutien seront, quant à eux, réduits de 40 %.

Afin d'assurer la continuité du service tout en poursuivant la mise en oeuvre de ces mesures, chacune des fonctions de soutien que sont les ressources humaines, les achats, les finances, l'informatique d'administration et de gestion, la sécurité de défense et de l'information, et la communication a été placée sous une autorité centrale unique chargée de piloter l'activité et de fournir aux centres les moyens nécessaires à leur bon fonctionnement.

Désormais, ces autorités centrales organisent le travail à l'échelle nationale et répartissent la charge de traitement des dossiers, en fonction des besoins exprimés par les chefs de centre, en procédant, si nécessaire, à une mutualisation des ressources, lorsque cela paraît nécessaire. Les chefs de centre, pour leur part, conservent leur rôle de représentant

de l'autorité du délégué général pour l'armement au sein des structures de la DGA dont ils ont la charge et veillent à la bonne adéquation entre leurs besoins en matière de fonctionnement et les moyens mis à leur disposition par les autorités centrales de soutien.

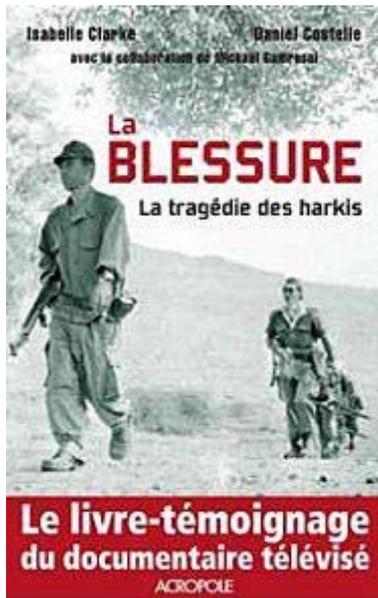
À l'instar de toute transformation organisationnelle de grande ampleur, la mise en place du nouveau format de la DGA n'a pas été sans créer de perturbations. En effet, ces restructurations ont dû être menées simultanément à la fermeture de plusieurs sites de défense, au transfert de leurs activités vers d'autres centres, et au déploiement de nouveaux outils de gestion, tels que le logiciel Chorus.

Deux ans après le lancement de cette réforme, les nouveaux modes de fonctionnement de la DGA, bien que récemment mis en oeuvre et nécessitant encore quelques ajustements, permettent d'ores et déjà de mesurer la pertinence des orientations adoptées par le ministère de la défense et des anciens combattants. À titre d'exemple, le retard constaté dans les remboursements des frais de mission sur le site de Bruz, évoqué par les organisations syndicales, est désormais réglé.

Accorder du temps à la consolidation du nouveau format de la DGA est une condition essentielle à la pleine réussite de sa mutation. De cette condition dépendra sa capacité à atteindre sereinement un régime de fonctionnement optimisé et stabilisé, sans qu'en soit affectée la qualité de son expertise technique, fondement de la plus-value que cette direction apporte au système national de défense.

Pour s'informer :
www.defense-et-republique.org
Pour réagir : www.defense.canalblog.com
Pour écrire : Roger Annette,
redaction@defense-et-republique.org
Pour nous contacter :
contact@defense-et-republique.org

BIBLIOGRAPHIE



Publié le 06 septembre 2010
par Harki45
Éditions Acropole :
Sigrid Goetzmann

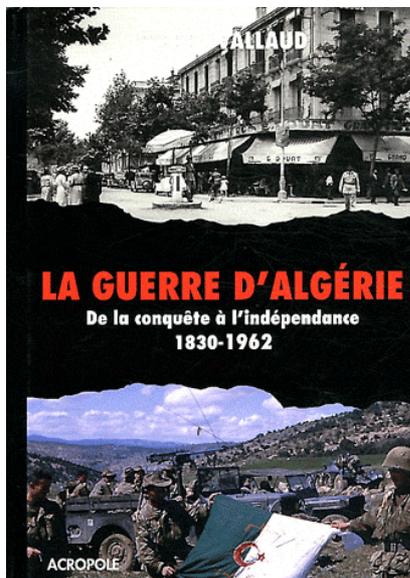
LA BLESSURE La tragédie des harkis

Le livre du « documentaire événement » de France 3. Une histoire de la guerre d'Algérie limpide et poignante, avec les témoignages exceptionnels d'anciens combattants harkis et l'éclairage de plusieurs spécialistes sur un passé encore douloureux. Un livre bouleversant et nécessaire, au cœur du débat.

La guerre d'Algérie est-elle vraiment terminée ?

Presque cinquante ans après l'indépendance du pays, elle continue pourtant dans les mémoires de ceux qui l'ont vécue. Elle hante en particulier les souvenirs des anciens harkis, ces supplétifs engagés aux côtés de l'armée française.

Les raisons de leur engagement, le bilan des massacres et leurs conditions d'arrivée en France soulèvent toujours de vives polémiques. La « question des harkis » reste un vestige douloureux de cette guerre d'indépendance, mais l'on oublie trop souvent qu'elle est, avant tout, un drame humain.



Présentation DECRITE
Paru le : 1^{er} mars 2012
Editeur : [Acropole](#)
Nb. de pages : 318 pages

La guerre d'Algérie De la conquête à l'indépendance 1830-1962

Par Pierre Vallaud

Dans la mémoire des Français, l'Algérie évoque d'abord la guerre qui l'ensanglante de 1954 à 1962, et on oublie trop souvent le temps des conquêtes et de la colonisation. Du coup de chasse-mouche du dey en 1827 à la Toussaint rouge (1954), cette histoire de l'Algérie raconte l'aventure algérienne depuis le début. Elle décrit l'épopée des soldats français lancés contre le légendaire Abd el-Kader, les tribulations du maréchal Bugeaud, l'établissement d'une administration française, l'installation de centaines de colons. Puis elle raconte une guerre de huit ans, qui ne dit pas son nom mais fait des milliers et des milliers de victimes : les morts bien sûr, mais aussi les populations déplacées, les appelés traumatisés, les pieds-noirs ruinés et déracinés et les harkis, enfin, rejetés de toutes parts. Lourde de conséquences sur le sol algérien, la guerre l'est aussi dans l'Hexagone. Elle emporte dans la tourmente la IV^e République, installe de Gaulle au pouvoir pour de longues années, divise l'opinion publique, fait couler le sang lors de sombres attentats, aboutit à l'indépendance de l'Algérie et ouvre nombre de débats polémiques, notamment sur la torture. S'appuyant sur de nombreux documents et témoignages inédits, cette histoire de la guerre d'Algérie retrace le destin tumultueux des acteurs du drame, célèbres ou anonymes.